



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

paiement des pensions

Question au Gouvernement n° 3260

Texte de la question

SITUATION DES RETRAITÉS

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, pour le groupe Les Républicains.

M. Laurent Wauquiez. Monsieur le Premier ministre, nous avons appris ce matin que plusieurs dizaines de milliers de nos concitoyens subissent des retards dans le versement de leur retraite. (*« C'est scandaleux ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.*) La conséquence, c'est que certains assurés se retrouvent sans ressources durant des mois.

Mme Claude Greff. À part ça, tout va bien !

M. Laurent Wauquiez. Cette situation n'est pas seulement inadmissible. Elle est surtout symbolique de la façon dont votre gouvernement traite les retraités. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Marcel Rogemont. Propos scandaleux !

M. Laurent Wauquiez. Les faits ont la tête dure. Vous n'avez cessé de pénaliser le pouvoir d'achat des retraités par des ponctions sans précédent : contribution de solidarité pour l'autonomie, fiscalisation de la majoration de 10 % des pensions des retraités ayant eu au moins trois enfants, augmentation de la CSG, sans parler de celle de la fiscalité des ménages ou du prix de journée dans les maisons de retraite.

Dans le même temps, vous n'avez même pas fait l'effort minimal de solidarité qui aurait consisté à revaloriser décemment le minimum vieillesse. Celui-ci n'a augmenté que d'à peine 1,7 % depuis avril 2013, alors que, sous le quinquennat précédent, notre majorité l'avait revalorisé de 25 %. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Nous avons fait le choix du respect des retraités ; vous faites celui du mépris.

M. Philippe Baumel. C'est pathétique !

M. Laurent Wauquiez. Aujourd'hui, des Français qui ont travaillé toute leur vie peinent à joindre les deux bouts en raison des augmentations d'impôt successives auxquelles vous les avez soumis.

Quand prendrez-vous enfin en compte la situation des retraités de France ? Comment redonner espoir à la France qui travaille quand les efforts de toute une vie ne suffisent plus à garantir une retraite décente ?

Nous vous accusons, monsieur le Premier ministre, d'avoir abandonné les retraités. Vous sous-estimez leur colère. Ils n'ont que faire de vos prétendus remords sur les impôts. Les *mea culpa* ne suffisent plus. Ils attendent

de vrais gestes.

M. Régis Juanico. Il est gonflé !

M. Laurent Wauquiez. La revalorisation de leur situation s'inscrit dans la litanie des promesses faites par le candidat Hollande, qui ne seront jamais tenues. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes. *(Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes. Monsieur le député, quelle outrance dans vos propos ! *(Vives exclamations sur les mêmes bancs.)* Quelle manière de mettre à mal la solidarité nationale et l'effort consenti par l'ensemble de la communauté nationale en direction des retraités !

La première chose que nous ayons faite en ce sens a été de rétablir l'équilibre des comptes de nos caisses de retraite, qui garantissent à tous les retraités de France, comme vous dites, que leurs pensions seront versées dans la durée. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Nous nous sommes préoccupés des plus modestes, ce qui n'a pas l'air de vous avoir touché, en élevant le minimum vieillesse à 800 euros, en permettant le cumul du minimum vieillesse et d'un emploi,... *(Mêmes mouvements.)*

M. Christian Jacob. Allons ! Pas vous !

Mme Marisol Touraine, ministre. ...et en permettant le versement d'une prime spécifique de 40 euros à tous les retraités dont la pension est inférieure à 1 200 euros.

M. Christian Jacob. Quarante euros, bravo !

M. Claude Goasguen. Et la question ?

Mme Marisol Touraine, ministre. Et puis, la situation des retraités, ce sont des sommes versées, mais c'est aussi une attention aux conditions de vie quotidienne, à la prévention de la dépendance et au soutien aux personnes âgées. Nous faisons voter, Laurence Rossignol et moi-même, un projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement, qui permettra de mieux prendre en charge la dépendance et de financer les aides techniques dont nos concitoyens les plus âgés ont besoin. Ceux-ci recevront plus d'heures d'aide, au titre de l'APA, tout en ayant moins d'argent à verser.

Monsieur le député, ce n'est pas vous qui allez nous donner des leçons de solidarité. *(« Si ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.)* Ce n'est pas vous qui allez nous dire comment nous devons organiser la solidarité que les retraités peuvent légitimement attendre de l'État, parce que nous la mettons en œuvre au quotidien. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, plusieurs bancs du groupe écologiste et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Laurent Wauquiez](#)

Circonscription : Haute-Loire (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3260

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Ministère attributaire : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [28 octobre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 octobre 2015](#)